

F. 2002 — 1575

[C — 2002/27372]

**21 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux gestionnaires de réseaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 10, 12 et 63;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 3 juillet 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.363/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 janvier 2002 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « décret », le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2<sup>o</sup> « actionnaire dominant » : toute personne physique ou morale et tout groupe de personnes agissant de concert qui détient, directement ou indirectement, 10 pour cent au moins du capital d'un gestionnaire de réseau ou des droits de vote attachés aux titres émis par celui-ci et ayant la qualité de producteur, fournisseur aux clients éligibles ou intermédiaire;

3<sup>o</sup> « personnes agissant de concert » : toutes personnes physiques ou morales entre lesquelles existe un accord ayant pour objet ou effet l'adoption par elles d'un comportement parallèle en ce qui concerne l'exercice de leurs droits de vote au sein d'un gestionnaire de réseau;

4<sup>o</sup> « administrateur non exécutif » : tout administrateur qui n'assume pas de fonction de direction au sein du gestionnaire de réseau dont il est administrateur, ou de l'une de ses filiales;

5<sup>o</sup> « administrateur indépendant » : tout administrateur qui :

a) n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur, d'un fournisseur aux clients éligibles, d'un intermédiaire et n'a pas exercé une telle fonction ou activité au cours des douze mois précédant sa nomination en tant qu'administrateur du gestionnaire de réseau, et

b) ne bénéficie d'aucun avantage matériel octroyé par l'une des personnes visées au *littera a)*, ni par l'une de leurs entreprises associées ou liées, qui, de l'avis de la CWAPE, est susceptible d'influencer son jugement.

**CHAPITRE II. — Composition et fonctionnement des organes de gestion du gestionnaire de réseau de transport local**

**Art. 2.** Les dispositions du présent chapitre sont applicables dans l'hypothèse où le gestionnaire du réseau de transport local est une filiale du gestionnaire de réseau de transport désigné par l'autorité fédérale.

**Art. 3.** Tant que les titres conférant un droit de vote au sein du gestionnaire de réseau de transport local ne sont pas admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne, ses statuts doivent transposer les dispositions des articles 1<sup>er</sup> à 4 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition. Les statuts doivent prévoir que les déclarations à faire en vertu des dispositions précitées sont également adressées à la CWAPE, dans les délais et sous la forme prévue par ou en vertu de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la même loi.

**Art. 4.** Le gestionnaire du réseau de transport local est administré par un conseil d'administration dont la moitié au moins des membres sont des administrateurs indépendants.

A l'exception de la première désignation, les administrateurs indépendants sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires du gestionnaire de réseau de transport local parmi les candidats proposés sur une liste double par le comité de gouvernement d'entreprise visé à l'article 5.

Leur désignation est soumise à l'avis conforme de la CWAPE, qui ne peut se prononcer que sur base de motifs tenant à l'indépendance et à l'impartialité du candidat.

**Art. 5.** Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau de transport local constitue en son sein un comité de gouvernement d'entreprise, composé exclusivement d'administrateurs indépendants, qui est chargé des tâches suivantes :

1<sup>o</sup> proposer à l'assemblée générale des actionnaires la liste des candidats aux mandats d'administrateur indépendant;

2<sup>o</sup> examiner, à la demande de tout administrateur indépendant, du président du comité de direction ou de la CWAPE, tout cas de conflit d'intérêt entre le gestionnaire du réseau de transport local, d'une part, et un actionnaire dominant ou une entreprise liée ou associée à celui-ci, d'autre part, et faire rapport à ce sujet au conseil d'administration;

3<sup>o</sup> donner au conseil d'administration un avis motivé sur les cas d'incompatibilité dans le chef des membres du comité de direction et du personnel;

4<sup>o</sup> sans préjudice des compétences de la CWAPE, veiller à l'application des dispositions du présent arrêté, en évaluer l'efficacité au regard des objectifs d'indépendance et d'impartialité de la gestion du réseau de transport local et soumettre chaque année à la CWAPE un rapport à ce sujet.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau de transport local constitue en son sein un comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs non exécutifs et majoritairement d'administrateurs indépendants, qui est chargé des tâches suivantes :

- 1° examiner les comptes et assurer le contrôle du budget;
- 2° assurer le suivi des travaux d'audit;
- 3° évaluer la fiabilité de l'information financière;
- 4° organiser et surveiller le contrôle interne.

§ 2. Le comité d'audit a le pouvoir d'enquêter dans toute matière qui relève de ses attributions. A cette fin, il dispose des ressources nécessaires, a accès à toute information, à l'exception des données commerciales relatives aux utilisateurs du réseau, et peut demander les avis d'experts internes et externes.

**Art. 7.** Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau de transport local constitue en son sein un comité de rémunération composé exclusivement d'administrateurs indépendants.

Le comité de rémunération fixe les conditions dans lesquelles les membres du comité de direction et du personnel du gestionnaire de réseau de transport local peuvent être intéressés, de quelque manière que ce soit, par les résultats financiers des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles ou intermédiaire ou les produits vendus ou services prestés par celles-ci. Les restrictions fixées par le comité de rémunération demeurent d'application pendant une durée de vingt-quatre mois après que les membres du comité de direction ou du personnel aient quittés leurs fonctions au sein du gestionnaire de réseau de transport local.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les articles 523, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 524 et 529 du Code des sociétés s'appliquent au gestionnaire du réseau de transport local comme s'il avait fait publiquement appel à l'épargne et comme si ses titres étaient admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne.

§ 2. Si le comité de gouvernement d'entreprise conclut à l'existence d'un conflit d'intérêts au sens de l'article 5, 2°, les représentants de l'actionnaire dominant, en cause au conseil d'administration, s'abstiennent de prendre part au vote.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau de transport local définit la politique générale de la société et exerce les pouvoirs attribués au conseil d'administration par le Code des sociétés, à l'exception des compétences déléguées au comité de direction dont il assure le contrôle général.

Le président et le vice-président du comité de direction peuvent assister aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

§ 2. La délégation du conseil d'administration au comité de direction comprend la gestion journalière du réseau de transport local.

§ 3. Les membres du comité de direction ne peuvent exercer aucune fonction ou activité rémunérée ou non au service d'un producteur, fournisseur aux clients éligibles et intermédiaire.

Les décisions du conseil d'administration relatives à la désignation et révocation des membres du comité de direction et, le cas échéant, du personnel requièrent 75% des voix des administrateurs indépendants.

Les membres du comité de direction sont choisis en raison de leur compétence, leur expérience et leur indépendance au sens du § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les rendant aptes à gérer le réseau de transport local dans ses aspects techniques, financiers, humains et stratégiques.

**Art. 10.** Les statuts du gestionnaire du réseau transposent les dispositions du présent arrêté.

Les clauses prévues à cet effet sont soumises à l'approbation préalable de la CWAPE. Celle-ci se prononce dans les soixante jours de la réception du projet de statuts ou de modification statutaire. A défaut de décision expresse notifiée dans ce délai, le projet est réputé approuvé.

Conformément à la procédure visée au chapitre VII, le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau de transport local après avis de la CWAPE et vérification du respect des dispositions prescrites par ou en vertu du décret.

### CHAPITRE III. — *Composition et fonctionnement des organes de gestion des gestionnaires de réseau de distribution*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 11.** Les dispositions du chapitre précédent sont applicables au gestionnaire de réseau qui ne prennent pas la forme d'une intercommunale, d'une régie communale ou d'une régie communale autonome.

*Section 2. — Dispositions applicables au gestionnaire de réseau constitué sous la forme d'une intercommunale ou d'une régie communale autonome*

**Art. 12.** Sans préjudice des dispositions relatives aux intercommunales ou aux régies communales autonomes, les dispositions de la présente section sont applicables au gestionnaire de réseau ayant pris la forme d'une intercommunale ou d'une régie communale autonome.

**Art. 13.** Le gestionnaire du réseau de distribution est administré par un conseil d'administration dont la moitié au moins des membres sont des administrateurs indépendants.

Les décisions du conseil d'administration relatives à la désignation et révocation des membres du personnel et, le cas échéant, des membres de l'organe restreint de gestion requièrent 75% des voix des administrateurs indépendants.

Lorsque le conseil d'administration délègue la gestion courante du gestionnaire de réseau à un organe restreint de gestion, celui-ci est composé au moins pour moitié d'administrateurs indépendants.

**Art. 14.** Les statuts du gestionnaire du réseau de distribution transposent les dispositions de la présente section.

CHAPITRE IV. — *Indépendance du personnel des gestionnaires de réseaux*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel du gestionnaire du réseau ou, le cas échéant, l'expert indépendant qui réalisent des tâches stratégiques et confidentielles visées à l'article 16 du décret ou spécifiées par un arrêté d'exécution ne peuvent exercer aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur, fournisseur aux clients éligibles ou intermédiaire.

Aux fins d'exécuter les tâches stratégiques et confidentielles visées à l'alinéa précédent, le gestionnaire de réseau ne peut recourir directement ni indirectement aux services de membres du personnel d'un producteur, d'un fournisseur aux clients éligibles ou d'un intermédiaire.

§ 2. Les membres du gestionnaire de réseau de distribution, où, le cas échéant, l'expert indépendant exécutant les tâches stratégiques et confidentielles susmentionnées ne peuvent accepter aucune gratification directe ou indirecte de la part d'un producteur, d'un fournisseur aux clients éligibles ou d'un intermédiaire.

CHAPITRE V. — *Confidentialité des informations personnelles et commerciales*

**Art. 16.** L'accès aux informations personnelles et commerciales dont le gestionnaire du réseau a connaissance dans l'exécution de ses tâches est réservé aux membres de son personnel ou à l'expert indépendant, pour les besoins stricts de l'exercice de leurs fonctions.

Il ne peut être ouvert qu'à des tiers agissant sous couvert du secret professionnel.

**Art. 17.** Le gestionnaire de réseau veille à recueillir et à consigner les informations personnelles et commerciales dont il a connaissance dans l'exécution de ses tâches sous une forme et dans des conditions propres à en préserver la confidentialité. Il garantit la séparation systématique entre ces données et celles qui sont susceptibles de connaître une publicité.

Le gestionnaire du réseau désigne une personne, indépendante des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, spécialement chargée de la coordination des mesures adoptées en application du présent article. La CWAPE peut solliciter à tout moment de la personne ainsi désignée un rapport sur l'application de ces mesures.

CHAPITRE VI. — *Non discrimination entre utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau*

**Art. 18.** Le gestionnaire de réseau établit et porte à la connaissance des utilisateurs du réseau des conditions générales complétant le règlement technique visé à l'article 13 du décret. Ces conditions générales sont communiquées à la CWAPE.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau n'avantage aucun producteur, fournisseur au client éligible, intermédiaire ou société liée ou associée à ceux-ci et n'accorde aucun avantage à ces sociétés outrepassant les avantages considérés usuels dans le commerce normal.

§ 2. Il est en tout cas interdit au gestionnaire de réseau :

1° de fournir des biens ou services à une société visée au § 1<sup>er</sup> moyennant une rétribution inférieure au prix du marché qui aurait été passé suite à un appel d'offre;

2° d'acheter des biens ou services à une société visée au § 1<sup>er</sup> moyennant une rétribution supérieure au prix du marché qui aurait été passé suite à un appel d'offre;

3° de confier à une société visée au § 1<sup>er</sup> une ou plusieurs tâches stratégiques et confidentielles déterminées par ou en vertu du décret, que cette société soit actionnaire du gestionnaire de réseau ou non.

CHAPITRE VII — *Procédure de désignation du gestionnaire de réseau*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'avis relatif à la désignation des gestionnaires de réseaux est publié au *Moniteur belge* à l'initiative du Ministre de l'Énergie.

L'avis contient notamment :

1° les coordonnées de la CWAPE;

2° le délai d'introduction des demandes;

3° l'énumération des pièces permettant de vérifier que le candidat gestionnaire de réseau :

a) est propriétaire ou titulaire d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion;

b) dispose d'une capacité technique et financière suffisante;

c) répond aux conditions prescrites, par ou en vertu du décret;

4° les éléments entrant dans la composition du dossier du candidat gestionnaire de réseau :

a) les comptes annuels des trois derniers exercices comptables, à défaut, une déclaration bancaire mentionnant le montant des avoirs financiers;

b) pour les candidats autres que ceux visés à l'article 57, § 3 du décret, tout document permettant de démontrer la capacité technique du candidat, dont :

— une liste des titres d'étude et des qualifications professionnelles des cadres affectés à l'exploitation;

— un organigramme des services affectés à l'exploitation, en ce compris le personnel;

— une description du matériel et de l'équipement technique dont le gestionnaire de réseau dispose pour la gestion du réseau;

— une liste reprenant les activités principales des trois dernières années;

— une déclaration faisant apparaître les effectifs annuels moyens et l'importance du cadre au cours des trois dernières années;

c) les statuts du candidat gestionnaire de réseau;

d) une description détaillée de la zone faisant l'objet de la demande.

Les candidatures pour être désigné gestionnaire de réseau sont adressées par lettre recommandée ou remises contre accusé de réception en deux exemplaires au siège de la CWAPE.

Le demandeur joint à la demande tous les documents attestant qu'il satisfait aux critères de désignation prescrits par ou en vertu du décret.

**Art. 21.** La CWAPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si elle constate que la demande est incomplète, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Elle précise les documents manquants et fixe un délai qui ne peut excéder trois semaines, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

**Art. 22.** La CWAPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si le demandeur satisfait aux critères visés par le décret et ses arrêtés d'exécution.

Lorsque la CWAPE estime qu'il n'a pas satisfait à un ou plusieurs critères, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 21.

Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'est pas satisfait aux critères et fixe un délai d'un mois maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par lettre recommandée ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWAPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

**Art. 23.** Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 21 et 22, la CWAPE transmet au Gouvernement le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

Le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision du Gouvernement est notifiée dans les huit jours au demandeur par lettre recommandée. Elle est, par ailleurs, publiée au *Moniteur belge* avec indication du nom et de l'adresse du gestionnaire de réseau, du territoire couvert par ce gestionnaire de réseau et de la durée pour laquelle il est désigné.

#### CHAPITRE VIII. — Informations à fournir par le gestionnaire de réseau

**Art. 24.** Tout gestionnaire de réseau doit, par lettre recommandée, transmettre annuellement et avant le 31 mars à la CWAPE un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

**Art. 25.** Tout gestionnaire de réseau est tenu d'aviser la CWAPE, par lettre recommandée, au plus tard dans un délai de quinze jours :

1° de toute modification de ses statuts tels qu'ils ont été joints à la demande de désignation en y joignant l'extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe qui y a procédé;

2° de toute modification de la composition du conseil d'administration et, le cas échéant, du comité de direction;

3° de toute modification de l'actionnariat, de toute fusion ou scission qui le concerne;

4° de toute autre modification qui est susceptible d'avoir des répercussions sur le respect des critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

#### CHAPITRE IX. — Révocation du gestionnaire de réseau

**Art. 26.** Lorsque sur base des éléments transmis en application des articles 24 et 25, ou de toutes autres informations, la CWAPE constate qu'un gestionnaire de réseau ne satisfait plus aux critères et obligations prescrites par ou en vertu du décret, elle l'en avise par lettre recommandée en indiquant les motifs. La CWAPE est tenue d'entendre le gestionnaire de réseau qui en fait la demande.

Elle fixe par ailleurs un délai dans lequel le gestionnaire de réseau est, soit invité à transmettre ses observations, soit tenu de préciser les mesures qu'il entend adopter pour respecter lesdites conditions et obligations.

**Art. 27.** Lorsque, sur base des éléments dont elle a connaissance suite à l'application de l'article 26, la CWAPE estime que le gestionnaire de réseau a commis un manquement grave à ses obligations, par ou en vertu du décret, elle en avise le gestionnaire de réseau par lettre recommandée, en précisant les motifs et en invitant le gestionnaire de réseau à transmettre ses observations dans un délai qui ne peut excéder un mois. La CWAPE est tenue d'entendre le gestionnaire de réseau qui en fait la demande.

Après examen des observations et au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, la CWAPE formule un avis sur la révocation du gestionnaire de réseau. Le cas échéant, la CWAPE propose un nouveau gestionnaire de réseau.

**Art. 28.** L'avis de la CWAPE visé à l'article 27 est transmis dans les huit jours au Gouvernement.

Le Gouvernement décide de la révocation dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis. En cas de révocation, le Gouvernement désigne, à titre transitoire, un nouveau gestionnaire de réseau.

La décision du Gouvernement est notifiée par lettre recommandée dans les huit jours et publiée au *Moniteur belge*.

A défaut de décision prise à l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, le gestionnaire de réseau est maintenu dans ses fonctions.

#### CHAPITRE X. — Dispositions finales

**Art. 29.** L'article 12 du décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

## ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 1575

[C — 2002/27372]

**21. MÄRZ 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Netzbetreiber**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 96/92/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 1996 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 10, 12 und 63;

Aufgrund des am 3. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des «Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats, das innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugeben ist;

Aufgrund des am 9. Januar 2002 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 32.363/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Allgemeines**

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Hauptaktionär": jede natürliche oder juristische Person und jede Gruppe von gemeinsam handelnden Personen, die direkt oder indirekt mindestens 10 v.H. des Kapitals eines Netzbetreibers oder der Stimmrechte, die mit den von diesem ausgegebenen Wertpapieren verbunden sind, besitzt und die Eigenschaft als Erzeuger, Stromversorger der zugelassenen Kunden oder Zwischenhändler hat;

3° "gemeinsam handelnde Personen": alle natürlichen oder juristischen Personen, zwischen denen ein Abkommen vorliegt, das zum Gegenstand oder zur Folge hat, dass sie sich parallel verhalten, was die Ausübung ihrer Stimmrechte beim Netzbetreiber betrifft;

4° "nicht leitender Verwalter": jeder Verwalter, der beim Netzbetreiber, dessen Verwalter er ist, oder bei einer seiner Filialen keine Leitungsfunktion ausübt;

5° "unabhängiger Verwalter": jeder Verwalter, der:

a) keine Funktion oder Aktivität, mit oder ohne Entlohnung, im Dienste eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden, eines Zwischenhändlers ausübt und keine solche Funktion oder Aktivität innerhalb der zwölf Monate vor seiner Ernennung zum Verwalter des Netzbetreibers ausgeübt hat, und

b) keinen entweder von einer unter a) erwähnten Person oder von einer ihrer assoziierten oder gebundenen Gesellschaften gewährten materiellen Vorteil genießt, der nach Ansicht der "CWAPE" seine Beurteilung beeinflussen könnte.

**KAPITEL II — Zusammensetzung und Arbeitsweise  
der Verwaltungsorgane des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes**

**Art. 2** - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden Anwendung, falls der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes eine Filiale des von der föderalen Behörde bezeichneten Betreibers des Übertragungsnetzes ist.

**Art. 3** - Solange die Wertpapiere, die ein Stimmrecht beim Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes geben, nicht zur amtlichen Notierung an einer in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gelegenen Wertpapierbörse zugelassen sind, müssen die Satzungen die Bestimmungen der Artikel 1 bis 4 des Gesetzes vom 2. März 1989 über die Öffentlichkeit der großen Beteiligungen in den an der Börse notierten Gesellschaften und zur Regelung der öffentlichen Übernahmeangebote umsetzen. In den Satzungen muss vorgesehen werden, dass die Erklärungen, die aufgrund der vorerwähnten Bestimmungen zu machen sind, innerhalb der Fristen und in der Form, die in oder aufgrund von Artikel 4, § 1 desselben Gesetzes vorgesehen sind, ebenfalls an die "CWAPE" zu richten sind.

**Art. 4** - Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, in dem mindestens die Hälfte der Mitglieder unabhängige Verwalter sind.

Mit Ausnahme deren erster Bezeichnung werden die unabhängigen Verwalter von der Generalversammlung der Aktionäre des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes unter den Bewerbern ernannt, die durch den in Artikel 5 erwähnten Corporate-Governance-Ausschuss auf einer doppelten Liste vorgeschlagen werden.

Ihre Bezeichnung unterliegt dem gleichlautenden Gutachten der "CWAPE", die nur auf der Basis von Gründen, die sich auf die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit des Bewerbers beziehen, einen Beschluss fassen darf.

**Art. 5** - Der Verwaltungsrat des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes gründet in seiner Mitte einen Corporate-Governance-Ausschuss, der ausschließlich aus unabhängigen Verwaltern zusammengesetzt ist und mit den folgenden Aufgaben beauftragt wird:

1° der Generalversammlung der Aktionäre die Liste der Bewerber für die Mandate als unabhängiger Verwalter vorschlagen;

2° auf Antrag jedes unabhängigen Verwalters, des Vorsitzenden des Direktionsausschusses oder der "CWAPE" jeden Fall eines Interessenskonfliktes zwischen dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes einerseits und einem Hauptaktionär oder einem mit diesem verbundenen bzw. assoziierten Unternehmen andererseits untersuchen und dem Verwaltungsrat darüber Bericht erstatten;

3° dem Verwaltungsrat ein begründetes Gutachten über die Unvereinbarkeitsfälle von Mitgliedern des Direktionsausschusses und des Personals abgeben;

4° unbeschadet der Befugnisse der "CWAPE", auf die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses achten, deren Wirksamkeit im Hinblick auf die anstrebswerte Unabhängigkeit und Unparteilichkeit des Betriebs des lokalen Übertragungsnetzes bewerten, und der "CWAPE" jedes Jahr darüber Bericht erstatten.

**Art. 6** - § 1 - Der Verwaltungsrat des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes gründet in seiner Mitte einen Audit-Ausschuss, der ausschließlich aus nicht leitenden Verwaltern und in der Mehrheit aus unabhängigen Verwaltern zusammengesetzt ist und mit den folgenden Aufgaben beauftragt wird:

1° Überprüfung der Bücher und Kontrolle des Haushalts;

2° Begleitung der Auditarbeiten;

3° Bewertung der Zuverlässigkeit der finanziellen Informationen;

4° Organisierung und Überwachung der innerdienstlichen Kontrolle.

§ 2 - Der Audit-Ausschuss ist befugt, in jeglicher Angelegenheit, die in seinen Zuständigkeitsbereich fällt, Untersuchungen auszuführen. Zu diesem Zweck verfügt er über alle notwendigen Mittel und hat Zugang zu allen nötigen Informationen, mit Ausnahme der gewerblichen Daten bezüglich der Netzbewerber, und kann interne und externe Sachverständige zu Rate ziehen.

**Art. 7** - Der Verwaltungsrat des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes gründet in seiner Mitte einen Vergütungsausschuss, der ausschließlich aus unabhängigen Verwaltern zusammengesetzt ist.

Der Vergütungsausschuss legt die Bedingungen fest, unter denen die Mitglieder des Direktionsausschusses und des Personals des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes in irgendeiner Weise an den finanziellen Ergebnissen der Erzeuger, Stromversorger der zugelassenen Kunden oder Zwischenhändler oder an den von diesen verkauften Produkten bzw. erbrachten Dienstleistungen beteiligt werden können.

Die vom Vergütungsausschuss festgelegten Beschränkungen gelten noch während einer Dauer von 24 Monaten, nachdem die Mitglieder des Direktionsausschusses oder des Personals ihr Amt beim Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes aufgegeben haben.

**Art. 8** - § 1 - Die Artikel 523, § 1, Absatz 4, 524 und 529, des Gesetzbuches über die Gesellschaften finden Anwendung auf den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, als hätte er sich öffentlich an den Kapitalmarkt gewandt und als wären seine Wertpapiere zur amtlichen Notierung an einer Börse in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union zugelassen.

§ 2 - Wenn der Corporate-Governance-Ausschuss auf das Bestehen eines Interessenskonfliktes im Sinne von Artikel 5, 2° schließt, so müssen sich die Vertreter des betroffenen Hauptaktionärs im Verwaltungsrat von der Stimmabgabe enthalten.

**Art. 9** - § 1 - Der Verwaltungsrat des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes bestimmt die allgemeine Politik der Gesellschaft und übt die Befugnisse aus, die dem Verwaltungsrat durch das Gesetzbuch über die Gesellschaften erteilt werden, mit Ausnahme der dem Direktionsausschuss übertragenen Befugnisse, über den er die allgemeine Aufsicht führt.

Der Vorsitzende und der Vize-Vorsitzende des Direktionsausschusses dürfen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme beiwohnen.

§ 2 - Die Vollmachtsübertragung des Verwaltungsrates auf den Direktionsausschuss umfasst die laufende Verwaltung des lokalen Übertragungsnetzes.

§ 3 - Die Mitglieder des Direktionsausschusses dürfen keine Funktion oder Aktivität, mit oder ohne Entlohnung, im Dienste eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden oder eines Zwischenhändlers ausüben.

Für die Beschlüsse des Verwaltungsrates bezüglich der Bezeichnung und der Absetzung der Mitglieder des Direktionsausschusses und ggf. des Personals sind 75 % der Stimmen der unabhängigen Verwalter erforderlich.

Die Wahl der Mitglieder des Direktionsausschusses erfolgt aufgrund ihrer Fachkundigkeit, ihrer Erfahrung und ihrer Unabhängigkeit im Sinne von § 3, Absatz 1, die ihnen die Fähigkeit geben, das lokale Übertragungsnetz unter den technischen, finanziellen, humanen und strategischen Aspekten zu verwalten.

**Art. 10** - Die Satzungen des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes setzen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses um.

Die in dieser Hinsicht vorgesehenen Klauseln unterliegen der vorherigen Genehmigung der "CWAPE". Diese fasst ihren Beschluss innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Projekts bzw. der Abänderung der Satzungen. Wenn die "CWAPE" innerhalb von dieser Frist keine ausdrückliche Entscheidung mitteilt, so gilt das Projekt als angenommen.

Gemäß dem in Kapitel VII erwähnten Verfahren bezeichnet die Regierung den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes nach Begutachtung durch die "CWAPE" und nach Überprüfung der Einhaltung der im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Bestimmungen.

KAPITEL III — *Zusammensetzung und Arbeitsweise der Verwaltungsorgane des Betreibers des Verteilernetzes**Abschnitt 1 — Allgemeinbestimmungen*

**Art. 11** - Die Bestimmungen des vorigen Kapitels finden Anwendung auf die Netzbetreiber, die nicht die Form einer Interkommunale, einer Gemeinderegierung oder einer autonomen Gemeinderegierung nehmen.

*Abschnitt 2 — Bestimmungen, die Anwendung auf den Netzbetreiber finden der die Form einer Interkommunale oder einer autonomen Gemeinderegierung hat.*

**Art. 12** - Unbeschadet der Bestimmungen bezüglich der Interkommunalen oder der autonomen Gemeinderegionen finden die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts Anwendung auf den Netzbetreiber, der die Form einer Interkommunale, einer Gemeinderegierung oder einer autonomen Gemeinderegierung hat.

**Art. 13** - Der Betreiber des Versorgungsnetzes wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, in dem mindestens die Hälfte der Mitglieder unabhängige Verwalter sind.

Für die Beschlüsse des Verwaltungsrates bezüglich der Bezeichnung und der Absetzung der Mitglieder des Personals und ggf. des beschränkten Verwaltungsorgans sind 75 % der Stimmen der unabhängigen Verwalter erforderlich.

Wenn der Verwaltungsrat ein beschränktes Verwaltungsorgan mit der laufenden Verwaltung des Netzbetreibers bevollmächtigt, so setzt sich dieses Organ mindestens zur Hälfte aus unabhängigen Verwaltern zusammen.

**Art. 14** - Die Satzungen des Betreibers des Verteilernetzes setzen die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts um.

KAPITEL IV — *Unabhängigkeit des Personals der Netzbetreiber*

**Art. 15** - § 1 - Die Personalmitglieder des Netzbetreibers oder ggf. der unabhängige Sachverständige, die in Artikel 16 des Dekrets erwähnt oder in einem Ausführungserlass bestimmte strategische und vertrauliche Aufgaben erfüllen, dürfen keine Funktion oder Aktivität, mit oder ohne Entlohnung, im Dienste eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden oder eines Zwischenhändlers ausüben.

Um die im vorigen Absatz erwähnten strategischen und vertraulichen Aufgaben zu erfüllen, darf der Netzbetreiber Personalmitglieder eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden oder eines Zwischenhändlers weder direkt noch indirekt heranziehen.

§ 2 - Die Personalmitglieder des Betreibers des Verteilernetzes oder ggf. der unabhängige Sachverständige, welche die in Artikel 16 des Dekrets erwähnten oder in einem Ausführungserlass bestimmten strategischen und vertraulichen Aufgaben erfüllen, dürfen von einem Erzeuger, einem Stromversorger der zugelassenen Kunden oder einem Zwischenhändler keine direkte oder indirekte Vergütung annehmen.

KAPITEL V — *Vertraulichkeit der persönlichen und gewerblichen Informationen*

**Art. 16** - Der Zugang zu den persönlichen und gewerblichen Informationen, von denen der Netzbetreiber bei der Ausführung seiner Aufgaben Kenntnis hat, wird seinen Personalmitgliedern oder dem unabhängigen Sachverständigen vorbehalten, und ausschließlich wenn sie sie aufgrund ihrer Tätigkeit derartige Informationen benötigen.

Er darf nur Drittpersonen gewährt werden, die unter Wahrung des Berufsgeheimnisses handeln.

**Art. 17** - Der Netzbetreiber sorgt dafür, dass die persönlichen und gewerblichen Informationen, von denen er im Rahmen der Erfüllung seiner Aufgaben Kenntnis hat, in einer Form und unter Bedingungen gesammelt und verzeichnet werden, die deren Vertraulichkeit bewahren. Er garantiert die systematische Trennung dieser Daten von denjenigen, die öffentlich werden können.

Der Netzbetreiber bezeichnet eine Person, die von den Erzeugern, den Stromversorgern der zugelassenen Kunden und den Zwischenhändlern unabhängig ist, und die insbesondere mit der Koordinierung der in Anwendung des vorliegenden Artikels ergriffenen Maßnahmen beauftragt wird. Die "CWAPE" kann jederzeit von dieser Person einen Bericht über die Anwendung dieser Maßnahmen verlangen.

KAPITEL VI — *Nichtdiskriminierung zwischen Netzbenutzern oder Kategorien von Netzbenutzern*

**Art. 18** - Der Netzbetreiber legt Allgemeinbedingungen zur Ergänzung der in Artikel 13 des Dekrets erwähnten technischen Regelung fest und setzt die Netzbenutzer in Kenntnis davon. Diese Allgemeinbedingungen werden der "CWAPE" übermittelt.

**Art. 19** - § 1 - Der Netzbetreiber bevorzugt keinen Erzeuger, Stromversorger der zugelassenen Kunden, Zwischenhändler bzw. keine mit ihnen verbundene oder assoziierte Gesellschaft und erteilt diesen Gesellschaften keinen Vorteil, der die als allgemein üblich im Handel betrachteten Vorteile überschreitet.

§ 2 - Auf jeden Fall ist es dem Netzbetreiber verboten:

1° einer in § 1 erwähnten Gesellschaft Güter zu liefern oder Dienstleistungen zu erbringen gegen eine Vergütung, die niedriger als der Preis eines infolge eines Angebotsaufrufs vergebenen Auftrags wäre;

2° von einer in § 1 erwähnten Gesellschaft Güter oder Dienstleistungen zu kaufen gegen eine Vergütung, die höher als der Preis eines infolge eines Angebotsaufrufs vergebenen Auftrags wäre;

3° einer in § 1 erwähnten Gesellschaft eine oder mehrere strategische und vertrauliche, im oder aufgrund des Dekrets bestimmte Aufgaben anzuvertrauen, ob diese Gesellschaft Aktionär vom Netzbetreiber ist oder nicht.

## KAPITEL VII — Verfahren zur Bezeichnung des Netzbetreibers

**Art. 20** - § 1 - Die Bekanntmachung bezüglich der Bezeichnung der Netzbetreiber wird auf Initiative des Ministers der Energie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Diese Bekanntmachung enthält insbesondere:

1° die Anschrift und Telefonnummer der "CWAPE";

2° die Frist für die Einreichung des Antrags,

3° die Auflistung der notwendigen Unterlagen zur Überprüfung, dass der zukünftige Netzbetreiber:

a) Besitzer oder Inhaber eines Rechts ist, das ihm die Nutznießung der Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes, um dessen Betrieb er sich bewirbt, sicherstellt;

b) über eine ausreichende finanzielle und technische Leistungsfähigkeit verfügt;

c) die im oder aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt;

4° die Unterlagen, aus denen sich die Akte des zukünftigen Netzbetreibers zusammensetzt:

a) die Jahresabschlüsse der letzten drei Rechnungsjahre oder mangels dessen eine Bankerklärung, in der die Höhe des finanziellen Guthabens angegeben wird;

b) für die anderen Bewerber als diejenigen, die in Artikel 57, § 3, des Dekrets erwähnt sind, jede Unterlage, die ermöglicht, den Nachweis der technischen Leistungsfähigkeit des Bewerbers zu erbringen, unter anderem:

— eine Liste der Studiennachweise und Berufsqualifikationen der leitenden Angestellten, die mit dem Betrieb beauftragt sind;

— ein Organisationsplan der Dienststellen, die mit dem Betrieb beauftragt sind, einschließlich des Personals;

— eine Beschreibung des Materials und der technischen Ausrüstung, über welche der Netzbetreiber für den Betrieb des Netzes verfügt;

— eine Liste der Hauptaktivitäten der letzten drei Jahre;

— eine Erklärung, in der die durchschnittliche Beschäftigtenzahl und die Größe des Stellenplans im Laufe der letzten drei Jahre angegeben ist;

c) die Satzungen des zukünftigen Netzbetreibers;

d) eine ausführliche Beschreibung des Gebiets, das durch den Antrag betroffen wird.

Die Bewerbungen um die Bezeichnung als Netzbetreiber werden der "CWAPE" in zwei Ausfertigungen per Einschreiben zugestellt oder am Sitz der "CWAPE" gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Der Antragsteller fügt dem Antrag alle Unterlagen bei, die bescheinigen, dass er den im oder aufgrund des Dekrets für die Bezeichnung vorgeschriebenen Kriterien genügt.

**Art. 21** - Die "CWAPE" überprüft, ob sie in Besitz aller für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Unterlagen ist.

Wenn sie feststellt, dass ein Antrag unvollständig ist, teilt sie dies dem Antragsteller per Einschreiben innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags mit.

Sie führt die mangelnden Unterlagen an und bestimmt eine Frist, die drei Wochen nicht überschreiten darf und unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller seinen Antrag vervollständigen muss.

**Art. 22** - Die CWAPE überprüft anhand jeder Unterlage, über die sie verfügt, ob der Antragsteller den im oder aufgrund des Dekrets oder dessen Ausführungserlassen festgelegten Kriterien genügt.

Wenn ein oder mehrere Kriterien nach Ansicht der "CWAPE" nicht erfüllt sind, so teilt die CWAPE dies dem Antragsteller innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des Antrags oder ggf. ab dem Eingang der in Anwendung von Artikel 21 erhaltenen Ergänzungen per Einschreiben mit.

Sie gibt die Gründe an, aus welchen sie erachtet, dass die Kriterien nicht erfüllt werden und bestimmt eine Frist von höchstens einem Monat, die unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller per Einschreiben seine Anmerkungen, Rechtfertigungen oder jegliche weitere Information liefern kann. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, der ein Gesuch dazu stellt.

**Art. 23** - Innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des Antrags, oder ggf. der in den Artikeln 21 und 22 erwähnten ergänzenden Informationen, Anmerkungen und Rechtfertigungen übermittelt die "CWAPE" der Regierung den Text des Antrags, seine Anlagen sowie ihr mit Gründen vorgesehene Gutachten.

Die Regierung bezeichnet den Netzbetreiber innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des in Artikel 1 erwähnten Gutachtens.

Die Entscheidung der Regierung wird dem Antragsteller innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt. Der Beschluss wird außerdem im *Belgischen Staatsblatt* mit Angabe des Namens und der Anschrift des Netzbetreibers, des von ihm gedeckten Gebiets und der Dauer seiner Bezeichnung veröffentlicht.



KAPITEL VIII — *Vom Netzbetreiber zu erteilende Informationen*

**Art. 24** - Jeder Netzbetreiber muss jährlich vor dem 31. März der "CWAPE" per Einschreiben einen ausführlichen Bericht übermitteln, in dem erklärt wird, wie er die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen erfüllt hat.

**Art. 25** - Jeder Netzbetreiber ist dazu verpflichtet, spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen die "CWAPE" per Einschreiben zu informieren:

1° über jegliche Abänderung seiner Satzungen, so wie sie mit dem Bezeichnungsantrag geschickt worden waren, unter Beifügung des Auszugs aus dem Versammlungsprotokoll des Organs, das diese Abänderungen vorgenommen hat;

2° über jede Änderung der Zusammensetzung des Verwaltungsrates und ggf. des Direktionsausschusses;

3° über jede Änderung der Masse der Aktieninhaber, jede Fusion oder Spaltung, die ihn betrifft;

4° über jede sonstige Abänderung, die Auswirkungen über die Einhaltung der im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen haben könnte.

KAPITEL IX – *Absetzung des Netzbetreibers*

**Art. 26** - Wenn die "CWAPE" aufgrund der ihr in Anwendung der Artikel 24 und 25 übermittelten Unterlagen feststellt, dass ein Netzbetreiber die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen nicht mehr erfüllt, so benachrichtigt sie ihn per Einschreiben davon und teilt ihm die Gründe mit. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Netzbetreiber anzuhören, der es beantragt.

Außerdem legt sie eine Frist fest, innerhalb deren der Netzbetreiber entweder ersucht wird, seine Anmerkungen mitzuteilen, oder verpflichtet wird, mitzuteilen, welche Maßnahmen er treffen wird, damit die besagten Bedingungen und Verpflichtungen beachtet werden.

**Art. 27** - Wenn die "CWAPE" aufgrund der Angaben, von der sie infolge der Anwendung von Artikel 26 Kenntnis genommen hat, erachtet, dass der Netzbetreiber seine im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Pflichten ernsthaft versäumt hat, so benachrichtigt sie den Netzbetreiber davon per Einschreiben, teilt ihm die Gründe mit und ersucht ihn, innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreiten darf, seine Anmerkungen mitzuteilen. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Netzbetreiber anzuhören, der es beantragt.

Nach Überprüfung der Anmerkungen und spätestens innerhalb fünfzehn Tagen nach Ablauf der im vorigen Absatz erwähnten Frist gibt die "CWAPE" ein Gutachten über die Absetzung des Netzbetreibers ab. Gegebenenfalls schlägt die "CWAPE" einen neuen Netzbetreiber vor.

**Art. 28** - Das in Artikel 27 erwähnte Gutachten der "CWAPE" wird der Regierung innerhalb von acht Tagen übermittelt.

Die Regierung entscheidet über die Absetzung innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des Gutachtens. Im Falle einer Absetzung bezeichnet die Regierung übergangsweise einen neuen Netzbetreiber.

Der Beschluss der Regierung wird innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Bei fehlender Entscheidung am Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Frist bleibt der Netzbetreiber in seiner Stellung belassen.

KAPITEL X – *Schlussbestimmungen*

**Art. 29** - Der Artikel 12 des Dekrets und der vorliegende Erlass treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 30** - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

## VERTALING

N. 2002 — 1575

[C — 2002/27372]

**21 MAART 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de netbeheerders**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 10, 12 en 63;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van steden, Gemeenten en provincies van het Waalse Gewest) van 3 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 32.363/4 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "dominerende aandeelhouder" : elke natuurlijke of rechtspersoon en elke groep van in onderling overleg handelende personen die rechtstreeks of onrechtstreeks minstens 10 % bezit van het kapitaal van een netbeheerder of van de stemrechten verbonden aan de door deze laatste uitgegeven effecten en die de hoedanigheid heeft van producent, leverancier aan in aanmerking komende afnemers of tussenpersoon;

3° "personen die in onderling overleg handelen" : alle natuurlijke of rechtspersonen die een overeenkomst hebben gesloten waarbij ze zich aan een gelijklopende gedragslijn houden i.v.m. de uitoefening van hun stemrechten binnen de netbeheerder;

4° "niet- uitvoerende bestuurder" : elke bestuurder die geen leidinggevende functie bekleedt binnen de netbeheerder waarvan hij bestuurder is of binnen één van de dochtermaatschappijen ervan;

5° "onafhankelijke bestuurder" : elke bestuurder die :

a) geen al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefent in dienst van een producent, een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of van een tussenpersoon, en die dergelijke functie of activiteit niet heeft uitgeoefend in de loop van de twaalf maanden die voorafgaan aan zijn benoeming tot bestuurder van de netbeheerder, en die

b) niet in aanmerking komt voor een materieel voordeel verleend door één van de onder a) bedoelde personen of door één van hun geassocieerde of verbonden ondernemingen, waardoor volgens de "CWAPE" (Waalse energiecommissie) zijn mening zou kunnen worden beïnvloed.

**HOOFDSTUK II. — Samenstelling en werking  
van de beheersorganen van de plaatselijke transmissienetbeheerder**

**Art. 2.** De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing indien de plaatselijke transmissienetbeheerder een dochtermaatschappij is van de door de federale overheid aangewezen transmissienetbeheerder.

**Art. 3.** Zolang de aan een stemrecht verbonden effecten binnen de plaatselijke transmissienetbeheerder niet opgenomen zijn in de officiële notering van een effectenbeurs uit een lidstaat van de Europese Unie, moeten zijn statuten zich houden aan de bepalingen van de artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen. De statuten moeten ook bepalen dat de kennisgevingen waarvan sprake in bovenbedoelde bepalingen aan de "CWAPE" worden gericht binnen de termijnen en op de wijze vastgelegd bij of krachtens artikel 4, § 1, van dezelfde wet.

**Art. 4.** De plaatselijke transmissienetbeheerder wordt bestuurd door een raad van bestuur waarvan minstens de helft van de leden onafhankelijke bestuurders zijn.

Afgezien van de eerste aanwijzing worden de onafhankelijke bestuurders benoemd door de algemene vergadering van de aandeelhouders van de plaatselijke transmissienetbeheerder onder de kandidaten voorgedragen op een dubbele lijst door het corporate governance comité bedoeld in artikel 5.

Hun aanwijzing heeft het eensluidend advies van de "CWAPE", die zich slechts mag uitspreken op grond van motieven i.v.m. de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de kandidaat.

**Art. 5.** Binnen de raad van bestuur van de plaatselijke transmissienetbeheerder wordt een corporate governance comité opgericht. Dat comité bestaat uitsluitend uit onafhankelijke bestuurders en staat in voor de volgende taken :

1° de lijst van de kandidaten voor de mandaten van onafhankelijk bestuurder voorleggen aan de algemene vergadering van de aandeelhouders;

2° op verzoek van elke onafhankelijke bestuurder, van de voorzitter van het directiecomité of van de "CWAPE", onderzoek doen naar elk belangenconflict tussen de plaatselijke transmissienetbeheerder en een dominerende aandeelhouder of een met hem verbonden of geassocieerde onderneming en daarover verslag uitbrengen aan de raad van bestuur;

3° de raad van bestuur een gemotiveerd advies geven over de gevallen van onverenigbaarheid waarin de leden van het directiecomité en de personeelsleden zouden kunnen verkeren;

4° onverminderd de bevoegdheden van de "CWAPE", toezien op de toepassing van de bepalingen van dit besluit, de efficiëntie ervan evalueren ten aanzien van de doelstellingen m.b.t. de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de plaatselijke transmissienetbeheerder en daarover jaarlijks verslag uitbrengen aan de "CWAPE".

**Art. 6.** § 1. Binnen de raad van bestuur van de plaatselijke transmissienetbeheerder wordt een auditcomité opgericht. Dat comité bestaat uitsluitend uit niet uitvoerende bestuurders en uit een meerderheid onafhankelijke bestuurders en staat in voor de volgende taken :

- 1° rekeningenonderzoek en begrotingscontrole;
- 2° opvolging van de auditwerkzaamheden;
- 3° evaluatie van de betrouwbaarheid van de financiële informatie;
- 4° organisatie van de interne controle en toezicht erop.

§ 2. Het comité is ertoe gemachtigd elke aangelegenheid te onderzoeken waarvoor het bevoegd is. Het beschikt daartoe over de nodige middelen. Het mag inzage nemen van alle gegevens, met uitzondering van de commerciële gegevens betreffende de netgebruikers, en externe en interne deskundigen om advies verzoeken.

**Art. 7.** Binnen de raad van bestuur van de plaatselijke transmissienetbeheerder wordt een bezoldigingscomité opgericht. Dat comité bestaat uitsluitend uit onafhankelijke bestuurders.

Het bezoldigingscomité bepaalt de voorwaarden waaronder de leden van het directiecomité en het personeel van de plaatselijke transmissienetbeheerder enigzins geïnteresseerd kunnen zijn in de financiële resultaten van de producenten, van de leveranciers aan in aanmerking komende afnemers of van de tussenpersonen of in de door hen verkochte producten of verleende diensten. De door het bezoldigingscomité opgelegde restricties blijven van toepassing gedurende 24 maanden nadat de leden van het directiecomité of van het personeel hun functies binnen de plaatselijke transmissienetbeheerder hebben neergelegd.

**Art. 8.** § 1. De artikelen 523, § 1, vierde lid, 524 en 529 van het Wetboek van vennootschappen zijn toepasselijk op de plaatselijke transmissienetbeheerder alsof hij spaargelden uit het publiek had willen aantrekken en alsof zijn effecten opgenomen waren in de officiële notering van een effectenbeurs uit een lidstaat van de Europese Unie.

§ 2. Indien het « corporate governance »-comité een belangenconflict vaststelt in de zin van artikel 5, 2°, nemen de vertegenwoordigers van de betrokken dominerende aandeelhouder binnen de raad van bestuur niet deel aan de stemming.

**Art. 9.** § 1. De raad van bestuur van de plaatselijke transmissienetbeheerder bepaalt het algemeen beleid van de vennootschap en oefent de bevoegdheden uit die hem krachtens het Wetboek van vennootschappen verleend worden, met uitzondering van de bevoegdheden overgedragen aan het directiecomité waarop hij algemeen toezicht houdt.

De voorzitter en de ondervoorzitter van het directiecomité mogen de vergaderingen van de raad van bestuur bijwonen met raadgevende stem.

§ 2. De bevoegdheidsoverdracht van de raad van bestuur aan het directiecomité slaat ook op het dagelijkse beheer van het plaatselijke transmissienet.

§ 3. De leden van het directiecomité mogen geen al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefenen in dienst van een producent, een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon.

De beslissingen van de raad van bestuur betreffende de aanwijzing en de afzetting van de leden van het directiecomité en, in voorkomend geval, van de personeelsleden vereisen 75 % van de stemmen van de onafhankelijke bestuurders.

De leden van het directiecomité worden gekozen op grond van hun bevoegdheid, ervaring en onafhankelijkheid in de zin van § 3, eerste lid, waardoor ze geschikt bevonden worden om de technische, financiële, menselijke en strategische aspecten van het plaatselijke transmissienet te beheren.

**Art. 10.** De bepalingen van dit besluit worden opgenomen in de statuten van de netbeheerder. De daartoe voorziene clausules worden ter goedkeuring voorgelegd aan de "CWAPE", die zich uitsprekt binnen zestig dagen na ontvangst van het statutentwerp of van het ontwerp tot statutenwijziging. Als binnen die termijn niet uitdrukkelijk een beslissing wordt meegedeeld, wordt het ontwerp geacht goedgekeurd te zijn.

Overeenkomstig de in hoofdstuk VII bedoelde procedure wordt de plaatselijke transmissienetbeheerder aangehouden door de Regering na advies van de "CWAPE" en nadat is vastgesteld dat de bij of krachtens het decreet opgelegde bepalingen in acht worden genomen.

### HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en werking van de beheersorganen van de distributienetbeheerders*

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 11.** De bepalingen van het vorige hoofdstuk zijn toepasselijk op de netbeheerders die niet de vorm van een intercommunale, een gemeentebedrijf of een autonoom gemeentebedrijf aannemen.

#### *Afdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op netbeheerders opgericht als intercommunale of autonoom gemeentebedrijf*

**Art. 12.** Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn op intercommunales of autonome gemeentebedrijven, zijn de bepalingen van deze afdeling toepasselijk op de netbeheerder die de vorm van een intercommunale of een autonoom gemeentebedrijf heeft aangenomen.

**Art. 13.** De distributienetbeheerder wordt bestuurd door een raad van bestuur waarvan minstens de helft van de leden onafhankelijke bestuurders zijn. De beslissingen van de raad van bestuur betreffende de aanwijzing en de afzetting van de personeelsleden en, in voorkomend geval, van de leden van het beperkte beheersorgaan vereisen 75 % van de stemmen van de onafhankelijke bestuurders.

Als de raad van bestuur het beheer van de netbeheerder aan een beperkt beheersorgaan opdraagt, moet minstens de helft van de bestuurders van dat orgaan onafhankelijk zijn.

**Art. 14.** De bepalingen van deze afdeling worden opgenomen in de statuten van de netbeheerder.

HOOFDSTUK IV. — *Onafhankelijkheid van het personeel van de netbeheerders*

**Art. 15.** § 1. De personeelsleden van de netbeheerder of, in voorkomend geval, de onafhankelijke deskundige die instaan voor strategische en vertrouwelijke taken bedoeld in artikel 16 van het decreet of omschreven in een uitvoeringsbesluit, mogen geen al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefenen in dienst van een producent, een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon.

Om bovenbedoelde strategische en vertrouwelijke taken uit te voeren, mag de netbeheerder niet rechtstreeks of onrechtstreeks beroep doen op de diensten van personeelsleden van een producent, een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon.

§ 2. De leden van de distributienetbeheerder of, in voorkomend geval, de onafhankelijke deskundige die bovenbedoelde strategische en vertrouwelijke taken uitvoeren, mogen geen gratificatie aanvaarden die rechtstreeks of onrechtstreeks wordt verleend door een producent, een leverancier aan in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon.

HOOFDSTUK V. — *Vertrouwelijkheid van persoonlijke en commerciële gegevens*

**Art. 16.** De persoonlijke en commerciële gegevens waarover de netbeheerder beschikt om zijn taken uit te voeren, mogen slechts door zijn personeelsleden of de onafhankelijke deskundige ingezien worden in het kader van de uitoefening van hun functies. Die gegevens mogen ook ingezien worden door derden die onder het beroepsgeheim vallen.

**Art. 17.** De netbeheerder zorgt ervoor dat de persoonlijke en commerciële gegevens waarover hij beschikt om zijn taken uit te oefenen, zodanig ingezameld worden dat ze vertrouwelijk blijven. Hij zorgt ervoor dat die gegevens systematisch gescheiden worden van de gegevens die vatbaar zijn voor publiciteit.

Om de overeenkomstig dit artikel aangenomen maatregelen te coördineren, wijst de netbeheerder een persoon aan die niet afhangt van de producenten, leveranciers aan in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen. De "CWAPE" kan elk ogenblik verlangen dat de aangewezen persoon verslag uitbrengt over de toepassing van die maatregelen.

HOOFDSTUK VI. — *Non-discriminatie tussen netgebruikers of categorieën van netgebruikers*

**Art. 18.** De netbeheerder bepaalt algemene voorwaarden, die opgenomen worden in het technisch reglement bedoeld in artikel 13 van het decreet. Die algemene voorwaarden worden meegedeeld aan de netgebruikers en aan de "CWAPE".

**Art. 19.** § 1. De netbeheerder bevoordeelt geen producent, leverancier aan in aanmerking komende afnemers, tussenpersoon of vennootschap die met hen verbonden of geassocieerd is en verleent geen voordeel aan vennootschappen die meer genieten dan de voordelen die als gebruikelijk worden beschouwd in de gewone handel.

§ 2. Het is de netbeheerder hoe dan ook verboden :

1° goederen of diensten te leveren aan een in § 1 bedoelde vennootschap tegen een lagere prijs dan die vermeld in de na offerteaanvraag gegunde opdracht;

2° goederen of diensten te kopen bij een in § 1 bedoelde vennootschap tegen een lagere prijs dan die vermeld in de na offerteaanvraag gegunde opdracht;

3° één of meer bij of krachtens het decreet bepaalde strategische en vertrouwelijke taken op te dragen aan een vennootschap bedoeld in § 1, ongeacht of ze al dan niet aandeelhouder is van de netbeheerder.

HOOFDSTUK VII. — *Procedure voor de aanwijzing van de netbeheerder*

**Art. 20.** § 1. Het bericht over de aanwijzing van de netbeheerders wordt op initiatief van de Minister van Energie in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het bericht vermeldt o.a. :

1° gegevens over de "CWAPE" (adres, enz.);

2° de termijn voor de indiening van de aanvragen;

3° de lijst van de stukken die bevestigen dat de kandidaat-netbeheerder :

a) eigenaar of houder is van een genotrecht op de infrastructuren en voorzieningen van het net dat hij wenst te beheren;

b) beschikt over de nodige technische en financiële middelen;

c) voldoet aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens het decreet;

4° de gegevens op grond waarvan het dossier van de kandidaat-netbeheerder is aangelegd, met name :

a) de jaarrekeningen van de laatste drie boekjaren en, bij gebreke daarvan, een bankverklaring waarin het bedrag van de financiële goederen vermeld wordt;

b) voor andere kandidaten dan die bedoeld in artikel 57, § 3, van het decreet, elk bewijsstuk waarbij de technische bekwaamheid van de kandidaat wordt bevestigd,

namelijk :

— een lijst van de diploma's en de beroepskwalificaties van de kaderleden belast met de exploitatie;

— een organisatieschema van de diensten belast met de exploitatie, met inbegrip van het personeel;

— een beschrijving van het materieel en de technische uitrusting waarover de netbeheerder beschikt om zijn opdracht te vervullen;

— een lijst van de hoofdactiviteiten van de drie laatste jaren;

— een aangifte met de gemiddelde jaarlijkse personeelsbestanden en de omvang van de personeelsformatie in de loop van de drie laatste jaren;

c) de statuten van de kandidaat-netbeheerder;

d) een uitvoerige omschrijving van de zone waarop de aanvraag betrekking heeft.

De kandidaturen voor de functie van netbeheerder worden bij aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs in twee exemplaren afgegeven op de zetel van de "CWAPE".

De aanvraag gaat vergezeld van alle stukken die bevestigen dat de aanvrager voldoet aan de bij of krachtens het decreet bepaalde aanwijzingscriteria.

**Art. 21.** De "CWAPE" gaat na of ze beschikt over alle stukken die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

Indien ze vaststelt dat het aanvraagdossier onvolledig is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Ze wijst op de ontbrekende stukken en verzoekt betrokkene om ze binnen hoogstens drie weken over te maken. Als betrokken dat verzoek niet inwilligt, wordt zijn aanvraag niet behandeld.

**Art. 22.** Aan de hand van elk stuk waarover ze beschikt, gaat de "CWAPE" na of de aanvrager voldoet aan de criteria bedoeld in het decreet en in de uitvoeringsbesluiten ervan.

Indien ze vaststelt dat de aanvrager niet voldoet aan één of meer criteria, informeert ze hem bij aangetekend schrijven binnen een maand na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, na ontvangst van de ontbrekende stukken ingediend overeenkomstig artikel 21.

Ze geeft aan waarom ze acht dat de criteria niet vervuld zijn en geeft de aanvrager hoogstens een maand tijd om zijn opmerkingen, verantwoordingen of elk ander bijkomend gegeven bij aangetekend schrijven in te dienen. De "CWAPE" moet elke aanvrager horen die daarom verzoekt.

**Art. 23.** Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de ontbrekende stukken, opmerkingen en verantwoordingen bedoeld in de artikelen 21 en 22, maakt de "CWAPE" de aanvraag, de bijlagen en haar gemotiveerd advies over aan de Regering.

De Regering wijst de netbeheerder aan binnen twee maanden na ontvangst van het advies bedoeld in het eerste lid.

De aanvrager wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing van de Regering. De aanvraag wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en vermeldt de naam en het adres van de netbeheerder, het door hem bestreken grondgebied en de duur van zijn aanwijzing.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Gegevens te verstrekken door de netbeheerder*

**Art. 24.** Elke netbeheerder moet de "CWAPE" jaarlijks vóór 31 maart bij aangetekend schrijven een uitvoerig verslag bezorgen waarin hij aangeeft hoe hij voldaan heeft aan de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

**Art. 25.** Elke netbeheerder moet de "CWAPE" uiterlijk binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven in kennis stellen van :

1° elke wijziging in de bij de aanwijzingsaanvraag gevoegde statuten, vergezeld van een uittreksel uit de notulen van de vergadering van het orgaan dat tot de wijziging heeft besloten;

2° elke wijziging in de samenstelling van de raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het directiecomité;

3° elke andere wijziging m.b.t. het aandeelhouderschap, elke fusie of splitsing die hem betreft;

4° elke andere wijziging die gevolgen kan hebben voor de inachtneming van de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet.

#### HOOFDSTUK IX. — *Afzetting van de netbeheerder*

**Art. 26.** Als de "CWAPE" op grond van overeenkomstig de artikelen 24 en 25 ingediende gegevens of van elk ander gegeven vaststelt dat een netbeheerder niet meer voldoet aan de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet, stuurt ze hem een aangetekend schrijven waarin ze de motieven aangeeft. De "CWAPE" moet de netbeheerder horen als hij daarom verzoekt.

Ze bepaalt ook de termijn waarbinnen de netbeheerder wordt verzocht hetzij zijn opmerkingen in te dienen, hetzij de maatregelen aan te geven die hij overweegt om aan bovenbedoelde voorwaarden en verplichtingen te voldoen.

**Art. 27.** Als de "CWAPE" op grond van gegevens waarover ze overeenkomstig artikel 26 beschikt, acht dat de netbeheerder de bij of krachtens het decreet opgelegde verplichtingen verzuimd heeft na te komen, stuurt ze hem een aangetekend schrijven waarin ze de motieven aangeeft en verzoekt ze hem binnen hoogstens een maand zijn opmerkingen in te dienen. De "CWAPE" moet de netbeheerder horen als hij daarom verzoekt.

Na onderzoek van de opmerkingen geeft de "CWAPE" uiterlijk binnen vijftien dagen na afloop van de termijn bedoeld in het vorige lid advies over de afzetting van de netbeheerder. In voorkomend geval draagt de "CWAPE" een nieuwe netbeheerder voor.

**Art. 28.** De Regering wordt binnen acht dagen in kennis gesteld van het advies van de "CWAPE" bedoeld in artikel 27.

De Regering spreekt zich uit over de afzetting binnen twee maanden na ontvangst van het advies. In geval van afzetting wijst de Regering, bij wijze van overgangsmaatregel, een nieuwe netbeheerder aan.

Het besluit van de Regering wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven betekend en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Bij gebrek aan een beslissing na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, blijft de netbeheerder in functie.

#### HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

**Art. 29.** Artikel 12 van het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 30.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS